

## Né quelque part... en ruralité.

Je suis né rural et je revendique cette origine parce qu'elle définit autant un point de départ qu'une ultime étape d'arrivée. Entre les deux, j'ai navigué et je continue à flotter sur la houle urbaine dans l'espoir que, quelque soit la force des vents et leur orientation, je reviendrai inéluctablement au pays. Enfants du pays et gens du pays, ces notions ont fait leur temps, même si parfois elles persistent dans les esprits des vieilles populations rurales. C'est le territoire qui a supplanté cette notion approximative de pays propre au discours affectif. La modernité ne veut plus que du territoire parce qu'il ajoute à l'affectif de l'effectif, du réactif et une certaine dose de dynamisme. Laissons la région et le département aux administratifs, dirons-nous. Les territoires, ou les pays pour satisfaire tout le monde, sont des références premières dont le village serait le paradigme insulaire rêvé. Le village est une sorte de paradis originel et peu importe nos provenances et nos parcours de vie, il demeure cet idéal de quiétude que caresse tout individu dans sa vie. Inévitablement, le village joue sur la corde sensible de la nostalgie. Le village, c'est l'humanité première, le premier marqueur collectif avant même que les villes ne s'emparent de la carte. A plus forte raison, une enfance vécue au rythme de la campagne continue à cogner à la porte de la raison, le restant de la vie. Je suis donc nostalgique de mon village même si je retourne l'éprouver de l'intérieur le plus régulièrement possible. La nostalgie n'est pas un refus du présent, mais une inquiétude pour les sentiments que le village semble incapable aujourd'hui de réveiller. Enfant, nous nous régaliions à slalomer sur nos vélos entre les bouses de vaches qui maculaient les rues du village après le passage d'un troupeau de retour à l'étable. Aujourd'hui le bitume est parfait et les collectivités s'évertuent à entretenir les voies de circulation de moins en moins fréquentées. Les éleveurs ont cédé la place aux exploitants agricoles et aux grands céréaliers. L'hygiène sociale de rigueur a nettoyé le village de ses scories. Les trottoirs sont propres, les pierres des façades lumineusement apparentes et les rideaux des commerces parfaitement baissés. Visite du musée rural. Sécurité assurée et services de proximité limités à leur plus simple expression. « Mon » village a épousé cette triste destinée de la ruralité mise en veilleuse. La bonne entente de jadis, ce que nous appelons maintenant le lien social, a presque totalement disparue. La survie a pris le pas sur l'enthousiasme partagé. Pardonnez ces réflexions personnelles, je n'ai pas d'habilitation précise à ratiociner sur le sociétal, mais elles frappent au cœur de l'enfant du rural que je persiste à être. Des retours au village se sont accumulés depuis quelques années avec le même constat affligeant d'écoles en suspend, d'aides à domicile trop fragiles pour assurer le maintien des anciens au sein de la communauté villageoise, d'épiceries qui se dépeuplent avant fermeture définitive et de services publics en voie de disparition accélérée. La colère est souvent le meilleur levier pour réagir. C'est ainsi que « ma » ruralité me met toujours ou presque en colère contre l'inertie

ambiante, contre une fatalité qui mettrait fin à tout espoir de vie en ces lieux. Pourtant j'ai la chance, car je considère que cela en est une, de recevoir des témoignages depuis plusieurs années d'acteurs locaux, d'associations, de coopératives, de réseaux culturels, de groupements économiques ou de collectifs sociaux qui donnent non seulement à espérer un avenir de la ruralité et de la campagne, mais une solution à la plupart des maux dont notre société est victime. A la crise financière qui a envahi les marchés et l'économie de capitaux, à l'état d'une planète détruite par l'exploitation outrancière qui en a été faite, à la surenchère immobilière qui aliène les villes de toute mixité sociale, au pouvoir d'achat qui paupérise davantage les classes moyennes, à l'appauvrissement des savoirs qui se manifeste par des abandons de la scolarité par de nombreux jeunes, aux cités dans la cité qui s'expriment par la violence et même à une démocratie dont les fondements sont lézardés, la campagne possède un réservoir de réponses et de solutions alternatives dont nous ne soupçonnons pas vraiment la dimension. Néanmoins, ce potentiel exige deux attitudes : Que les campagnes elles-mêmes assument ce défi et qu'elles soient soutenues dans leurs démarches. Sans volonté et sans moyens, notre avenir est compromis.

### *Volonté et pouvoir.*

Notre pays est riche de ses variétés de paysages, de cadres de vie, de patrimoines historiques et architecturaux, de savoir-faire et de cultures sociales. Ces variétés engendrent nécessairement des différences de réaction. Pourquoi les pays du Sud-ouest ont pratiqué l'accueil au cours du 20ème siècle alors d'autres se sont recroquevillés sur eux-mêmes ? Pourquoi les pratiques agricoles biologiques se multiplient en Basse Normandie et demeurent encore marginales en Bourgogne ? Pourquoi le Gers reçoit-il si volontiers les néo-ruraux ? Volonté populaire et volonté politique ont créé ces spécificités. Un discours unique ne pourra jamais faire écho dans une mosaïque humaine et environnementale. Le pouvoir central et centralisé a toujours envenimé les échanges avec les gens d'en bas pour reprendre une fâcheuse expression. Je me suis longtemps amusé à penser que si une France d'en bas existait, l'autre France ne pouvait être que superficielle. Le pouvoir sépare, c'est bien connu, et éloigne le décideur du terrain d'action. Il rend parfois sourd et aveugle, parce que le temps politique n'est pas le temps social. Dictature de l'urgence, affairisme et marché mondialisé ont aggravé la fracture entre Paris et la Province selon une division longtemps usitée. Aveuglé par l'esprit de compétition à préserver, par les crises économiques et sociales à gérer, je reconnais que le pouvoir central n'a pas les capacités d'anticiper et surtout d'entendre le réveil des campagnes. Depuis plusieurs années une vague de transfert de populations s'est propagée aux régions françaises soit en périphérie des villes, soit au cœur de la ruralité. Les

grands centres urbains de production se délestent progressivement de leurs habitants parce que le coût de la vie y est trop élevé, le temps de loisir réduit et le cadre de vie peu engageant. Le collectif ville-campagne (1) avait commandé une étude sur les aspirations des citoyens à l'égard de la campagne. Le résultat confère à ces intentions un rôle de basculement des valeurs puisque près de 10 millions d'urbains se sont déclarés prêts à vivre, et pour la plupart à travailler, dans un espace moins hostile. Nous assistons à ce que j'appellerais volontiers une révolution des comportements. Laurent Davesies (2) avait déjà signalé dans un essai remarquable que le fossé Paris-Province était dorénavant un leurre et une mauvaise lecture d'économistes convaincus que le PIB est le seul paramètre valable pour juger de la qualité de vie. La région Ile de France est toujours en tête des PIB régionaux et pourtant la qualité de vie et le niveau de satisfaction sont loin d'être positifs. Déduction : nous produisons à un endroit, mais vivons dans un autre territoire. Vivre dans un autre territoire signifie consommer sur son lieu de vie. C'est ainsi qu'une économie de consommation a commencé à équilibrer une balance qui penchait imperturbablement en faveur des grandes agglomérations.

A cette génération de salariés des villes et de résidents des campagnes s'est ajoutée une population émergente dite de néo-ruraux. Le néologisme de « rurbain » est même entré dans le dictionnaire des possibles. C'était sans compter aussi sur les retraités et l'ensemble des personnes qui ont choisi un havre de paix dans des campagnes reculées. Bref entre les transferts de biens provoqués par les uns et les consommations et fiscalités assurées par les autres, le profil économique s'en est trouvé modifié.

***La formidable machine à solution du rural où l'économie sociale et solidaire trouve son terrain d'expansion.***

Ne me demandez pas pourquoi cette économie dite alternative trouverait un meilleur terrain en milieu rural que dans les zones urbaines, parce que ce n'est pas le cas. Seulement cette économie est plus visible à la campagne et elle lui est même essentielle voire consubstantielle. L'économie sociale et solidaire a trente ans d'âge. Au souvenir d'un des principaux intéressés, Michel Rocard, elle prit une existence officielle aux premières heures des années mitterrandiennes. Elle s'en échappa très rapidement, preuve que le président du 10 mai fut, comme les autres, happé par les affaires courantes. Elle éclate littéralement aujourd'hui avec des porte-voix nonagénaires emblématiques comme Claude Alphandéry (3), Stéphane Hessel ou Edgard Morin. C'est une sorte de République des sages qui donne de la voix et surtout de l'esprit à l'image des ancestrales sociétés africaines dans lesquelles les anciens

étaient les bibliothèques des nouvelles générations. La solidarité en milieu rural relève plus de la nécessité que d'une stratégie de développement. L'éloignement exige en effet que les compétences des uns et des autres se soudent en établissant des réseaux ou des maillages pratiques. Même si on peut parfois apprécier le rôle dynamisant assumé par les communautés de communes, les initiatives sont très souvent citoyennes, c'est-à-dire qu'elles sortent du champ de décision politique pour être l'expression de la volonté de quelques acteurs locaux. L'exemple des haltes garderies itinérantes du Cher est très représentatif de cet engagement citoyen en zone rurale. De jeunes parents, dans le nord du département, se sont réunis en association afin de proposer une solution alternative à l'absence de crèches et de garderies dans cet espace. A défaut de lieu dédié aux enfants, les parents ont imaginé un service itinérant transportant son matériel éducatif ou d'éveil, là les communes pourraient accueillir ce dispositif. Ainsi est né il y a 10 ans le « Kangouroule ». A chaque étape, dans un espace communal, une équipe installe une garderie à destination des petits de 3 mois à 6 ans. Le « Kangourève » est apparu peu après afin de couvrir cette fois la partie sud du département. Inévitablement, devant la réussite du service, de nouvelles familles ont été accueillies dans ces territoires. Des crèches en dur ont été construites afin de répondre à la demande croissante des parents qui, pour certains sont des néo-ruraux séduits par la qualité de vie locale. Le mobile a donc déterminé le permanent, ce qui n'empêche pas aux haltes garderies itinérantes de poursuivre leur route. Je n'ai pas choisi cet exemple au hasard car il concerne le début de la vie et ici, la renaissance d'une société rurale dépeuplée. Or la raréfaction des services de proximité à commencer par ceux destinés à la petite enfance, puis la réduction des acteurs publics de l'éducation et les fermetures d'école, sont les premiers cancers des collectivités locales. Le département du Jura est l'un des plus affectés en France par la suppression des classes. 35 classes ont été supprimées et 9 écoles ont été fermées en 2011. Face à cette désertification accélérée de la moyenne montagne jurassienne, des parents ont entrepris depuis leurs villages une marche vers Lons-le-Saulnier en février 2012 afin de témoigner de leur écœurement aux fenêtres de la Préfecture. Cette seconde réaction citoyenne a pris le nom de « 27 par classe » pour parodier le nombre référent qui décide du sort des écoles. Vous pourrez contester le caractère purement local de ces opérations généreuses, sauf que d'actions locales en initiatives ponctuelles, un immense réseau d'engagements a constellé la carte de notre pays. Le local s'est pour ainsi dire démultiplié et a envahi notre horizon quotidien.

Il est clair que les regroupements, fermetures et suppressions de postes, d'établissements et de services vont à l'opposé des flux de populations qui se dirigent vers les espaces ouverts des campagnes. Il est évident également que l'indicateur d'augmentation de la population nationale n'est pas du tout pris en compte. Notre pays connaît un des taux de fécondité les plus élevés d'Europe et il est incompréhensible qu'aucune anticipation réelle ne se fasse.

Il est encore plus dommageable de constater que les préoccupations quotidiennes de sécurité, d'emploi et de réduction des dettes publiques ou du gouffre de la sécurité sociale, ont toutes pris le pas sur une question majeure : l'éducation et la formation. Entre juin 2010 et mars 2011, 250 000 jeunes ont quitté le système scolaire en France sans diplômes et sans qualifications. Le ministère a reconnu ce nombre en précisant que 72000 jeunes étaient suivis par les missions locales, alors que 180 000 autres étaient « perdus de vue ». (Luc Chatel. 7 juin 2011). Des plateformes locales sont en projet « afin d'apporter des réponses sur mesures à ces décrocheurs » selon le ministre. Il sera très difficile de donner des réponses à ceux qui sont hors de portée ou « perdus de vue ». Le nombre croissant de jeunes sans avenir et /ou sans emploi est très préoccupant. Les structures d'insertion par l'activité économique reçoivent précisément un public de plus en plus jeune. Ces organismes, qui participent pleinement à l'essor de l'économie sociale sous forme d'ateliers et de chantiers d'insertion, d'associations intermédiaires, d'entreprises d'insertion proprement dites ou de travail temporaire, emploient environ 300 000 personnes. Autant d'emplois en insertion que d'espoirs de revenir à une stabilité professionnelle par la suite. Les structures d'insertion s'ajoutent aux associations, mutuelles et coopératives qui alimentent des activités solidaires évaluées à 2,3 millions emplois, soit 10% de la population active.

### *Aide-toi et l'Etat t'aidera.*

Il est aussi faux de croire que la ruralité ne peut vivre que sous perfusions sporadiques, que de penser que l'entreprise individuelle est une garantie d'avenir. Le développement local est et sera collectif. En revanche il n'admet pas d'assistance humanitaire ou de reconnaissance lointaine. Il représente une force indéniable de mieux-être, de savoirs et savoir-faire et mérite des soutiens à la hauteur du défi qu'il est en passe de relever.

Des élus de la Nièvre ont bien compris le drame qui se nouait autour d'une ruralité strangulée et vouée à devenir une niche de survie satellite des agglomérations. Un programme est né sous le titre vindicatif de « Bouclier rural » (4) en réponse à un outrecuidant bouclier fiscal. Ce programme était ou est encore en cours de renégociation et de redéfinition sous une forme humblement légitime et simplement réaliste. Il revendique une limite d'éloignement des populations rurales des principaux services d'Etat, en tout premier lieu des services de soin. Il est inconcevable qu'une maternité soit à plus de 45 minutes de route du domicile de même qu'une unité hospitalière d'urgence à plus d'une heure. Le non renouvellement d'un poste administratif sur deux ou de médecins généralistes au cœur des campagnes est impensable sans qu'une fuite en avant des zones les moins bien

pourvues ne s'accélère. De la même manière, il est insupportable que les communes sombrent dans un fossé financier si aucun transfert ne s'opère. Les collectivités territoriales comme locales ont assumé des charges supplémentaires sans aucune amélioration de leur trésorerie. Le bouclier avance en particulier un investissement de l'épargne locale dans les projets locaux.

Fort heureusement des projets ont vu le jour grâce à des microcrédits. Cette perspective minimaliste est une sorte de moindre mal et a porté ses fruits malgré l'insuffisance de leurs moyens. Les coopératives d'emploi sont elles aussi des leviers exemplaires à la création d'entrepreneurs solidaires. L'artisanat, longtemps déconsidéré, connaît un regain d'intérêt incommensurable. D'abord la demande des populations est grandissante. Ensuite les projets professionnels des jeunes entament un retour vers les savoir-faire de l'artisanat. Enfin les nouvelles normes de vie décuplent les débouchés à commencer par une filière d'éco construction qui mûrit chaque jour davantage.

La ruralité est traditionnellement et donc profondément agricole. La déprise qui affecte la majeure partie des territoires ruraux est une catastrophe sans précédent. D'une part les projets immobiliers et les prises de possession foncière de l'urbanisation réduisent la surface agricole utile à une très vive allure. L'équivalent d'un département disparaît en moyenne tous les 7 ans. D'autre part l'accès au foncier représente un handicap majeur pour les nouveaux candidats aux métiers de la terre. Enfin la tendance à une agriculture de proximité de type biologique peine à convaincre une opinion rurale persuadée que le grenier européen de jadis pourrait renaître de ses silos moyennant une réforme de la politique de Bruxelles. Des 6% de surface agricole biologique projetés par le Grenelle de l'environnement, notre pays atteint péniblement 3 voire 4 % et est un des plus mauvais élèves de la cause biologique en Europe. Pourtant bien des productions locales solidaires à l'image des AMAP ont prouvé une fois de plus leur raison d'être. Il est frappant de savoir que les productions maraîchères servies en paniers hebdomadaires en Ile de France ne permettent plus aujourd'hui de satisfaire la demande. Il est tout aussi encourageant de voir des communes prendre le parti de servir des produits locaux et bio dans leurs cantines scolaires. C'est entre autres le pari relevé par la mairie de Rodez dans l'Aveyron qui sert des menus bios aux cantines des écoles primaires gérées par la Cuisine centrale de la ville depuis 2009. A la crainte d'un surcoût de cette alimentation plus « naturelle », les acteurs de la filière répondent par l'économie qu'engendre le circuit court de production. Personne ne démentira que le prix des produits sont annexés par les coûts de la distribution.

***Rural, social, solidaire pour un développement durable.***

Le développement durable est sur toutes les lèvres, mais pas encore dans tous les esprits. Un éclaircissement est nécessaire à ce titre. Comme toutes les expressions qui auront fait une percée fracassante dans les échanges modernes, le développement durable pèche par défaut de lisibilité. Il est pourtant consacré depuis le sommet de la terre de Rio, en 1992, en faisant état de trois règles primordiales : le progrès économique, la justice sociale et la préservation de l'environnement. Autrement dit, l'avenir de toute activité économique exige un respect de l'homme comme de son cadre de vie. Malgré les déficits que subissent ces règles dans l'affrontement international des marchés, les valeurs fondamentales du développement durable ont trouvé un terrain d'expansion très favorable dans le large espace que représente la campagne. Illustration de cette association du rural, du social, du solidaire et de l'environnement : T.R.I. Quingey est un bourg du Doubs de 1200 habitants éloigné de 20 kilomètres de la capitale régionale de Besançon. Née en 1994 cette association portée par les habitants du canton souhaite résoudre l'équation dont elle a fait sa devise : comment mettre l'environnement au service de l'emploi, comment mettre l'emploi au service de l'environnement ? T.R.I est cité aujourd'hui en référence avec ses 90 salariés dont 55 en insertion. Il aura fallu une sensibilisation presque générale du public à la gestion des déchets ainsi que des élus à l'écoute et des citoyens engagés. De la recyclerie- ressource, première activité sur laquelle l'association s'est bâtie, se sont développés deux autres pôles d'activité : une blanchisserie et la gestion d'un espace naturel local par la réintroduction d'une race de chèvre d'Auvergne.

Le chantier de la recyclerie demeure le secteur le plus important puisque les ateliers de TRI ont traités en 2011 plus de 1000 tonnes de matériels à réemployer. TRI est exemplaire par son efficacité en milieu rural, mais d'innombrables entreprises solidaires ont choisi la même voie de la réussite dans d'autres régions. Si la pertinence des entreprises solidaires est indiscutable, des doutes subsistent sur l'effet à long terme de l'insertion. Les contrats sont majoritairement d'une durée limitée à deux ans et le retour au plein emploi n'est jamais totalement assuré à l'issue de cette période. Là encore des expériences parfaitement audacieuses prennent corps en France en employant d'emblée des personnes en situation d'échec ou éloignées de l'emploi en contrat à durée indéterminée. Amétis est une agence dite de transition qui a vu le jour à Nantes en 1998. La transition est celle qui résume bien le chemin logique du demandeur d'emploi : du collectif d'accueil à l'entreprise et à l'emploi ferme et définitif. Le rôle de l'agence est déterminant puisqu'elle sollicite des entreprises installées sur le même territoire. Ce groupement de TPE et de PME est le garant du CDI. Selon les variations des besoins, le salarié est attaché à deux ou trois entreprises au maximum. Son plein emploi se partage donc entre les deux ou trois partenaires. Chaque partie profite de ce système d'emploi partagé. Le salarié a un salaire complet pour un temps tout aussi complet et l'entreprise fait l'économie d'intérimaires à trouver rapidement et éventuellement à former. La multiplication des activités est une des garanties de la stabilité

de l'emploi et par voie de conséquence de la réussite de l'insertion. Les ateliers du Bocage portent certainement une des plus fameuses histoires de l'insertion gagnante. Nés dans les Deux Sèvres de la réunion d'une communauté d'Emmaüs et d'une association d'accueil de personnes précaires, les ateliers sont répartis entre le recyclage du carton d'emballage, du bois de palette et du matériel informatique périmé. Ces champs d'activités ont permis la création de 300 emplois dont les deux tiers sont en contrat à durée indéterminée.

### *Culture et haut débit.*

Deux idées préconçues sont d'abord à revisiter. L'une tient la culture pour un agrément accessoire et secondaire, l'autre considère le haut débit comme un luxe pour exilés privilégiés en quête de numérique au fond de leur campagne d'adoption. Les acteurs du local meusien ne se battent même plus pour un très haut débit que permettrait la fibre optique, mais pour sortir du bas débit dans lequel ils sommeillent. Le fait est qu'un territoire ne peut défendre une stratégie d'accueil d'entreprises que s'il offre des liaisons numériques de qualité. Le Gers a misé depuis plusieurs années avec sa Chambre de Commerce et d'Industrie sur l'accueil de nouvelles populations de télétravailleurs. Les communes rurales candidates à cet accueil ont bénéficié d'installation de réseaux de haut débit et quelques centaines de familles ont accepté l'offre qui leur était faite de s'installer dans la campagne gersoise en échange d'infrastructures à hauteur de leur besoin. Le haut débit envahit le secteur éducatif en favorisant des liens avec des centres de ressources ou en offrant des données qu'aucune bibliothèque scolaire ne pourrait fournir. Le numérique pénètre également la sphère des services publics et le Pays Nivernais Morvan a ouvert la voie d'une nouvelle génération de relais accueil des services publics. Ces relais se matérialisent par des visioquichets qui permettent des entretiens et des partages de documents en temps réel avec des services de l'Etat, des bureaux de Pôle Emploi, de la CAF ou de la MSA. Porté par un Pôle d'Excellence rural numérique, ce dispositif a pris le titre de « Vers un Pays 2.0 ».

La culture, quant à elle, mériterait un nombre écrasant d'exemples d'implantation de compagnies, de centres de ressources documentaires, de diffuseurs associatifs de musique ou de festivals devenus fameux dans des pays qui en étaient dépourvus auparavant. Une donnée est essentielle pour accroître l'implication des politiques locales dans des projets culturels : les retours sur investissement. On ne manque pas d'exemples de friches industrielles réhabilitées en champs de nouvelles pratiques culturelles ni de réseaux culturels implantés dans des territoires ruraux longtemps éloignés de l'offre culturelle. On commence également à comptabiliser les initiatives coordonnées par les collectivités d'événements culturels et artistiques sur leur territoire qui s'inscrivent dans des programmes de développement touristique durable. Qui connaissait Carhaix, petit-chef lieu du Finistère



avant qu'une bande d'amis ne décide de créer un modeste festival ? Les Vieilles Charrues par leurs fondateurs avaient commandé une étude en 2001 sur l'impact économique du festival sur la région. Il était estimé à 5 millions d'euros. Ce n'est pas la dimension de l'événement qui importe, mais bien l'esprit d'une dynamique locale qui favorise le lien, l'accueil, l'emploi et le contenu culturel. La belle petite ville d'Agen dans son Lot-et-Garonne agricole et rural s'est laissée « envahir » en 1994 par une compagnie théâtrale dirigée par Pierre Debauche. Formateur réputé, metteur en scène de talent, il devient artisan à l'occasion et construit son théâtre, le Théâtre du Jour. La compagnie s'y installe, crée ses spectacles et surtout fonde son école. L'avantage pour les élèves est de passer dans le même cadre de la théorie à la pratique sans bouger. C'est ainsi que la compagnie est un cas presque unique en France avec sa double fonction qui lui vaut d'être une école supérieure d'art dramatique et de comédie musicale sous le nom de Théâtre école d'Aquitaine. Le dernier argument en faveur de cette histoire tient aux créations que la compagnie propose aux villages du département chaque année.

Normalement dans le massif du Sancy situé au coeur du Parc naturel des volcans d'Auvergne, les responsables du tourisme n'ont qu'à se baisser pour cueillir le fruit de leur espace naturel. Cela peut paraître injuste aux yeux de certains de bénéficier d'emblée d'un tel cadre à rayonnement international, alors que d'autres régions s'échinent à trouver des points d'attractivité. Pourtant loin de s'endormir sur cet acquis, l'office du tourisme du Sancy a eu l'idée de proposer une initiative qui, non seulement, n'a pas affecté les paysages, mais qui a redimensionné la découverte des espaces. C'est ainsi que cet organisme a lancé l'opération "Horizons", sous-titrée "Rencontres 'Art Nature'" en programmant au cours de l'été une installation étonnante de 11 oeuvres inscrites dans une démarche environnementale en pleine nature et réalisées par 11 artistes internationaux. 11 artistes pour les 11 communes du massif du Sancy. Le dernier appel à candidatures a dépassé les projections avec 250 dossiers présentés. Sélectionnées par un jury de spécialistes de l'art contemporain, les 11 candidats retenus ont obtenu une bourse de 8000 euros chacun afin de réaliser une création qui entre en dialogue parfait avec le cadre paysager. Les trois mois de création in situ et les deux mois de montage des installations ont permis aux populations locales de se familiariser avec des démarches toutes aussi originales les unes que les autres. Des animations scolaires ont participé également à la sensibilisation du grand public, du plus jeune au plus âgé. Les pièces ont balisé 50 kilomètres de sentiers de randonnée et ce ne sont pas moins de 200 000 visiteurs qui ont arpenté le massif pendant la période estivale alors que le site internet de l'office pliait sous le poids de 1 800 000 visites. Pour rassurer les derniers réfractaires à ce type d'initiatives, il suffit de faire le calcul de l'investissement qui se chiffre à 88000 euros, 11 bourses de 8000 euros, pour un bénéfice de 200 000 visites qui explosent la fréquentation des hôtels-restaurants, chambres d'hôtes et sites d'accueil ainsi que le chiffre d'affaires des commerces locaux.

### *Aux premières heures d'une révolution sociétale...*

Ce que nous appelons "révolution sociétale" ne correspond pas une mutation spontanée de la société, mais à une lente évolution de multiples facteurs. Le temps de travail a contribué à ce dispositif, l'ère d'une société post-industrielle également, des aménagements de territoires aussi et enfin un mode de consommation qui s'est largement transformé. Nous n'en sommes qu'aux premières heures et parfois, emporté par le flot d'inventions, de remises en cause des acquis, de réflexions communes et de créations ou recreations du quotidien, j'ai tendance à croire que la campagne, les campagnes seront les seules vraies bouées de sauvetage d'un grand navire poussé à la dérive.

Philippe Bertrand.

*Paris. Aignay-Le-Duc. Mars 2012.*

- (1) Le collectif ville-campagne est la réunion d'une vingtaine d'associations qui valorisent la ruralité. Il conseille les collectivités comme les particuliers et dispose d'une plateforme pratique d'installation à la campagne. [www.installation-campagne.fr](http://www.installation-campagne.fr)
- (2). Laurent Davesies. *La République et ses territoires*. Seuil. 2008
- (3) Claude Alphandéry : créateur de France Active, premier réseau de finance solidaire de France et coordonnateur du Labo de l'ESS.
- (4) [www.bouclier-rural.net](http://www.bouclier-rural.net)